



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
25 mars 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a) et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Prévention des conflits armés

La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés

Lettre datée du 24 mars 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères concernant la déportation forcée d'habitants de Marioupol par la Russie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a) et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



**Annexe à la lettre datée du 24 mars 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères
concernant la déportation forcée d'habitants de Marioupol
par la Russie**

24 mars 2022

La terreur infligée par la Fédération de Russie à la ville de Marioupol est entrée dans une nouvelle phase. Les habitants qui ont survécu aux bombardements et aux tirs d'artillerie russes sont désormais déportés de force vers la Russie.

Quinze mille habitants du quartier de la rive gauche de Marioupol sont en grand danger. Les occupants russes les obligent à se rendre en Russie. Les passeports et autres documents d'identité sont confisqués par l'envahisseur.

Selon les informations disponibles, l'armée russe a déporté de force environ 6 000 habitants de Marioupol vers des camps de « filtration » russes afin de les utiliser comme otages et d'accroître la pression politique sur l'Ukraine.

Dans le même temps, les forces armées russes tirent sur les colonnes d'évacuation qui tentent de rejoindre le territoire ukrainien non occupé. Les troupes russes retiennent toujours un convoi humanitaire de bus arrivé il y a quelques jours de Zaporijia pour évacuer des habitants de Marioupol.

Ces agissements de la Russie constituent une violation flagrante des lois et coutumes de la guerre et des normes du droit international humanitaire, en particulier des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel I s'y rapportant.

Nous appelons les dirigeants du monde entier réunis aujourd'hui à Bruxelles pour les sommets de l'OTAN, du Groupe des Sept et de l'Union européenne à prendre d'urgence des mesures pour sauver la vie des habitants de Marioupol et des autres villes ukrainiennes soumises à un siège inhumain par l'armée russe.

La communauté internationale doit imposer de nouvelles sanctions drastiques à la Russie pour arrêter sa machine de guerre meurtrière, et couper tous les liens commerciaux avec les entreprises russes afin de cesser de financer la guerre de la Russie contre l'Ukraine.
